

## Discours d'ouverture de la réunion de la stratégie intégrée

- Excellence, Madame l'Ambassadrice, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal,
- Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale du Sénégal,
- Monsieur le Directeur Général de l'Administration territoriale,
- Messieurs les Directeurs Nationaux,
- Messieurs les Gouverneurs de région,
- Madame la Chef de Mission Adjointe, Chargée de Programme au Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires ;
- Messieurs les experts du Projet MIEUX ;
- Mesdames, Messieurs,

Je voudrais partager avec vous tout le plaisir qui m'anime en procédant ce matin à l'ouverture de cette réunion interministérielle qui regroupe les représentants des principaux ministères concernés par la gestion des frontières.

C'est en effet l'aboutissement d'un long processus qui a permis, avec l'appui du Centre international pour le Développement des Politiques migratoires (ICMPD) et l'assistance technique du Projet MIEUX, de tracer les grandes lignes d'une stratégie qu'il s'agit aujourd'hui d'enrichir de vos réflexions.

Je tiens donc à remercier bien vivement l'Union européenne qui appuie le Projet MIEUX, et les responsables de l'ICMPD qui ont manifesté dès le départ leur intérêt par rapport à notre souci de renforcer la sécurité à nos frontières tout en facilitant la libre circulation des personnes et des biens.

Il s'agit là d'une tâche assez ardue qui nécessite la mobilisation et l'engagement de tous les acteurs concernés autour d'un large consensus, j'allais dire d'une politique concertée qui veut, désormais, exclure l'approximation et le pilotage à vue.

Comme vous le savez, le Sénégal est à la croisée des chemins, ouvert sur l'océan Atlantique, frontalier avec la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry et le Mali, voisin de la République du Cap-Vert qui se trouve à seulement 560 km de nos côtes.

Le Sénégal est aussi frontalier de la République islamique de Mauritanie avec laquelle il partage une frontière fluviale de plus de 500 km, lieu d'échanges économiques et de brassages socioculturels effectués depuis des siècles entre populations des deux rives du fleuve Sénégal.

Cette brève présentation géostratégique de notre pays illustre parfaitement l'urgente nécessité de faire face aux nombreux défis liés au développement de la criminalité transfrontalière, au trafic illicite des stupéfiants et à la montée de la menace terroriste dans la sous-région.

Il importe en même temps, de préserver voire favoriser l'autre versant de la gestion des frontières, à savoir le développement du commerce international et la facilitation de la mobilité humaine.

Dans ce cadre, le Sénégal n'est pas resté les bras croisés puisque, dès les premières années de son accession à la souveraineté internationale, notre pays s'est doté d'un cadre juridique approprié. Il a aussi adhéré à de nombreuses organisations comme Interpol et ONUDC qui ont toujours salué nos résultats obtenus dans la lutte contre la drogue et le terrorisme grâce à l'efficacité et la compétence de nos ressources humaines.

Membre fondateur de plusieurs organisations régionales comme la CEDEAO, et sous régionales comme l'UEMOA, l'OMVS et l'OMVG, le Sénégal est sans aucun doute un des piliers de l'intégration africaine par la coopération transfrontalière et une destination privilégiée pour plusieurs milliers de migrants attirés par sa stabilité politique et le sens de l'hospitalité de ses populations.

Mais, en dépit de tous ces efforts, il reste à assurer un meilleur maillage de la frontière en secteurs et postes frontaliers, leur équipement en moyens modernes de communication et l'amélioration des conditions de travail des personnels.

C'est pourquoi, en décidant de se doter d'une stratégie nationale, le Sénégal a l'ambition de mieux articuler les interventions de l'ensemble des acteurs institutionnels à la frontière et de favoriser une synergie d'action par l'inter ministérialité et la mutualisation des moyens.

La rencontre d'aujourd'hui s'inscrit justement dans ce cadre et vise à formaliser cette solidarité agissante entre services à la frontière qui a permis, jusqu'à présent, d'organiser régulièrement des patrouilles mixtes de surveillance et réduire ainsi les risques liés à la porosité de nos frontières.

L'enjeu est donc important car il ne s'agit pas de procéder à un repli sur nous-mêmes, mais de protéger nos populations et nos ressources naturelles contre tous ces fléaux des temps modernes et d'assurer le développement de notre pays dans la paix et la sécurité.

Je voudrais en conséquence et en guise d'épilogue, vous inviter à donner le meilleur de vous-même pour apporter les éléments de finalisation de notre stratégie nationale qui sera, sans nul doute, un précieux outil de gestion concertée des frontières et de maîtrise des flux migratoires.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouverte la réunion interministérielle sur la stratégie nationale de gestion intégrée des frontières et des migrations et vous remercie de votre aimable attention.